

Commission : Sommet international de Madrid: UE-UA

Problématique : Sommet international de Madrid UE-UA : « Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : "Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?" »

Auteur : Kenya

La République du Kenya est aujourd'hui la nation la plus développée d'Afrique de l'Est. En tant que république hybride, c'est un des pays principaux menant le développement du continent africain. Le pays est gouverné par le parti politique TNA (The National Alliance) qui est présidé par Uhuru Kenyatta, l'homme qui dirige le pays depuis 2013. Avant tout, le TNA cherche le progrès et le développement. Ayant une histoire pleine de violences et d'impérialisme européen, la nation connaît beaucoup trop bien ce qu'est l'abus et l'exploitation. Sans jamais avoir reçu les fruits de cette exploitation systématique, le Kenya et l'Afrique peuvent énoncer à voix haute qu'elles cherchent désormais à prendre les manettes de leurs économies. Bien évidemment, cette tâche passe par la coopération et la dynamisation des relations de toute l'Afrique avec toutes les nations du globe. Principaux voisins au nord, l'Europe fait partie de ces nations qui doivent coopérer avec l'Afrique. Ainsi, le Kenya souhaite explorer les stratégies bilatérales visant à redynamiser les échanges entre l'Union Africaine et l'Union Européenne. Cette problématique soulève une question principalement économique pour le Kenya puisque les questions de sécurité nationale ne concernent pas les nations européennes.

Les accords bilatéraux actuels insultent les nations africaines et ne considèrent pas la position première qu'ont les pays émergents dans un cadre de relations internationales. L'Union Africaine a été créée en 2002 pour répondre à une nécessité, à savoir favoriser la solidarité entre nations africaines face aux menaces et opportunités de l'extérieur. Le Kenya souhaite appeler à fortifier cette union pour que les termes des relations avec l'Europe soient plus équitables pour les deux parties. Cependant les termes que proposent les Européens restent décevants et leur intérêt pour l'Afrique s'est maintenant renforcé seulement parce qu'un nouvel acteur, frère, émergent, est apparu sur la scène mondiale. Depuis que la Chine cherche l'expansion en Afrique, le Kenya s'est posé en tant qu'un de leurs principaux candidats pour les premiers pas vers la coopération. Les investissements massifs chinois, leur expertise dans l'industrie du secteur des matières premières a apporté d'immenses richesses dans un pays qui connaissait la stagnation. Principalement structurée autour du textile, délocalisant de nombreuses usines, l'industrie kényane a pu entrer dans une nouvelle étape économique. Ce genre de progrès n'a jamais été déclenché par les aides au développement européennes.

Ainsi, le Kenya espère pouvoir jouer sur l'équilibre entre les accords bilatéraux avec l'Europe et les accords avec d'autres régions du globe. Nous cherchons à nous imposer dans l'ère post-covid pour assurer la sécurité et la prospérité de nos concitoyens. Pour cela, le Kenya propose l'ouverture de l'UA à de nouveaux investissements comparables à ceux entrepris par la Chine. L'ouverture permettrait aux entreprises européennes de faire plus de profits en délocalisant leurs entreprises au Kenya sur le même modèle que les entreprises chinoises car notre pays dispose d'une main d'œuvre moins coûteuse que celle des Etats de l'UE. De plus,

dans le même esprit que la France, le Kenya souhaite attirer l'investissement direct étranger des grandes nations européennes vers l'Afrique mais dans le seul objectif de développer l'industrie de matières premières. Rappelant aussi que l'Europe reste l'un des partenaires les plus importants pour les exportations du Kenya, nous souhaitons renforcer les liens économiques à travers le développement du commerce entre notre pays et l'Europe.

Ainsi, le Kenya souhaite reconsidérer les relations entre l'Union Européenne et l'Union Africaine pour faire décoller l'économie qui stagne depuis des décennies. Pour atteindre cela, le Kenya propose de faciliter la compétition internationale afin de dynamiser les échanges entre l'Afrique et l'Europe en simplifiant les taxes douanières. Plus importants encore, le Kenya souhaite rediriger l'IDE des principales nations européennes vers l'Afrique tel que l'a fait la Chine, rappelant que ce dernier propose des conditions idéales.